

Mensuel édité par Territorial, SAS au capital de 1 259 907 euros • Siège social : Antony Parc 2 - 10 place du Général de Gaulle - La Croix de Berry - BP 20 156 - 92186 ANTONY CEDEX

• Bureaux : Espace Cuvé, 58 cours Becquart Castelbon, 38500 Voiron • RCS Nanterre 404 926 958
• N° SIRET 404 926 958 00020 • Code APE : 5813Z
• N° TVA intracommunautaire FR 28 404 926 958

Commission paritaire : 012189714 • ISSN : 1968-7958 • Dépôt légal : à parution • RIB : CIC Crédit Industriel et Commercial • Code Banque : 30066 • Code guichet : 10949 • Compte n° 00020062001 • Clé RIB : 26 • IBAN : FR76 3006 6109 4900 0200 6200 126 • Bank identification code (BIC) : CMCIFRPP

PRINCIPAL ACTIONNAIRE : Info Services Holding

PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE DE PUBLICATION : Isabelle André

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS : Guillaume Doyen

SITE INTERNET : www.territorial.fr

RÉDACTION : Directeur de la rédaction : Laurent Thoviste, 04 76 65 77 78, avs@territorial.fr

Assistante de rédaction : Marie-Aurélien Colpin

RÉALISATION : Rédacteur en chef technique : Laurent Brugère. Graphiste : Stéphane Mimouni. Secrétaire de rédaction : Annie Lozac'h-Menez

Web designer : Jenny Buttigieg

Chef de fabrication : Hervé Charra

PUBLICITÉ

Gilles Dubois, directeur de clientèle, 01 79 06 79 67 ou 06 67 15 78 67

DIFFUSION : Directeur de la diffusion : Guillaume de Corbière. Responsable de diffusion : Alexandra Rosini

IMPRESSION : Imprimerie du Pont-de-Claix, ZAE Les Bauges, 9 chemin de la Plaine, 38460 Claix
Origine du papier : Allemagne

Ce papier provient de forêts gérées durablement et ne contient pas de fibres recyclées.

Certification : PEFC

Impact sur l'eau (P tot) : 0,016 kg/tonne

ABONNEMENT : abonnement@territorial.fr

• Tél. : 04 76 65 93 78, Fax : 04 76 05 01 63

Vente par abonnement (10 nos) : 129 € / an

• Prix de vente au numéro : 14 €

COMITÉ DE RÉDACTION :

- Anne-Sophie Benoit, directrice de l'enfance et de la jeunesse, Dunkerque
- Nathalie Blot, adjointe du directeur de la communauté de communes du Val de Somme
- Alain Bocquet, secrétaire national de l'Andev, ancien directeur de l'éducation de la ville de Nanterre
- Emmanuel Cattiau, directeur général des services de Magny-les-Hameaux
- Francine Claude, conseillère municipale, déléguée FCPE
- Jean-Paul Stéphant, ingénieur en chef territorial
- Jean-Dominique Delaveau, formateur et consultant en éducation populaire
- Jean Ferrier, inspecteur général de l'Éducation nationale
- Patrick Haddad, adjoint au maire de Sarcelles, délégué à l'éducation, à la formation et aux savoirs
- Sandra Imperiale, conseillère communautaire de Nantes Métropole
- Frédéric Jésus, consultant, administrateur de Prisme, administrateur de la Fédération de Paris des centres sociaux et socioculturels, vice-président d'Espoir-CFDJ
- Éric Landot, avocat au barreau de Paris
- Marie-Christine Le Tarnec, adjointe au maire chargée de l'éducation, de la jeunesse et des finances
- Sophie Lopez, enseignante en école primaire
- Stéphane Menu, journaliste
- Pascal Pique, Directeur du département gestion des projets à l'agence nationale Erasmus + éducation formation
- Franck Plasse, directeur de cabinet, Lieusaint
- Alain Thirel, ancien coordonnateur du projet éducatif global, conseil général du Nord
- Yves Touchard, consultant et président des Éditions EP&S, inspecteur principal honoraire de la jeunesse et des sports



Il est temps d'évaluer l'impact du numérique sur l'école



Depuis le début des années 2000, des plans numériques successifs, impulsés par l'État en partenariat avec les collectivités territoriales, ont conduit à un fort développement du numérique dans les établissements. Les collectivités y consacrent d'importants moyens pour l'acquisition et la maintenance des équipements, le câblage et l'aménagement des locaux scolaires, mais aussi à travers des ressources dédiées proposées sur les temps périscolaires.

Le coût financier considérable mais également la mobilisation déployée en temps et en énergie suscitent désormais une attente de résultats à la hauteur des investissements consentis. Les options prises engagent pour de nombreuses années et les décideurs s'interrogent sur la pertinence des choix, leur évolutivité, et souhaitent objectiver leur impact sur la réussite scolaire. Car malgré un foisonnement d'innovations pédagogiques, nous sommes en effet très loin d'assister à une massification des usages du numérique par les enseignants.

Quels sont les freins ? Sur quels types d'usage conviendrait-il de faire porter les priorités ? Nombre de communes et de départements qui souhaiteraient aujourd'hui s'engager dans une appréciation qualitative de l'apport du numérique aux apprentissages se heurtent à l'absence d'outils et d'informations sur des initiatives déjà engagées ailleurs. La multiplicité des acteurs poursuivant des objectifs propres, reposant sur choix techniques parfois très différents, contribue à la difficulté de l'exercice. Mais d'autres champs de l'action publique, également caractérisés par la nécessité d'intégrer une pluralité de points de vue, ont vu se développer des démarches évaluatives.

Les outils et la méthodologie utilisés en évaluation peuvent aider à construire un cadre d'analyse commun et une méthodologie adaptée débouchant sur des indicateurs robustes qui contribuent à une convergence des démarches et un partage de la réflexion. L'impact du numérique sur l'école s'impose comme un domaine nouveau de recherche et de réflexion. C'est un chantier auquel la Société française de l'évaluation souhaite pouvoir contribuer.

■ Isabelle Duchefdelaville

inspectrice générale de la ville de Paris
vice-présidente de la Société française de l'évaluation

• Bulletin d'abonnement p. 21.

• Illustration de couverture : ©denys_kuvalev-AdobeStock